

L'Alliance : outil de contrôle de la recherche

Pacte pour la recherche, LRU, ANR, AERES, réforme des EPST et maintenant Alliance ! Plusieurs outils, un seul objectif : restreindre la liberté académique de la communauté scientifique pour s'inscrire dans une programmation de la recherche au service d'intérêts financiers et idéologiques. Cette nouvelle structure bureaucratique, au nom tiré de la Guerre des Étoiles, a été construite dans le plus grand secret, et pour cause : pas de moyens pour la recherche publique, mais un encadrement sévère !

Jean-Luc Mazet, secrétaire général du SNCS-FSU

Patrick Monfort, membre du bureau national du SNCS-FSU, élu au Conseil d'administration du CNRS

Sans aucune concertation avec la communauté scientifique ni avec les organisations syndicales, plusieurs organismes de recherche et la Conférence des présidents d'université annoncent, par un communiqué de presse du 8 avril, la création de l'**Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé**. Cette annonce se veut rassurante en affirmant que cette structure a pour objectif de renforcer la position de la recherche française dans ce secteur par une programmation concertée.

Différents organismes de recherche sont concernés par les sciences de la vie et de la santé. Ils ont pour nom CNRS, INSERM, IRD, INRA, INRIA, CEA... Il est, certes, nécessaire de les coordonner. Mais prétendre aujourd'hui qu'aucune concertation n'existe entre les organismes pour justifier la création d'une nouvelle structure, c'est le même mensonge que celui consistant à affirmer que la recherche française est mauvaise pour justifier la disparition des organismes de recherche (cf. discours de N. Sarkozy, à Orsay, le 22 janvier 2009).

L'Alliance met fidèlement en œuvre le rapport de la commission Godet (novembre 2008) qui propose :

- dans une première étape, la création d'un directoire chargé de la programmation nationale des sciences du vivant incluant l'INSERM, les sciences du vivant du CNRS et les agences du secteur biologie et santé, en interaction avec l'INRA et la Direction des sciences du vivant (DSV) du CEA,
- dans une deuxième étape, la création, d'ici deux ans, d'un Institut national des sciences du vivant fonctionnant en agence de financement et opérateur de recherche,
- dans une troisième étape, le regroupement dans cet institut de toute la biologie française dont une partie de l'INRA et la DSV du CEA.

Le PDG de l'INRIA, Michel Cosnard, ne s'y est pas trompé, qui, le premier s'est réjoui de ce qu'il voit comme un modèle permettant une mise en œuvre du rapport Cousineau. En clair : **l'Alliance du numérique**.

Bien évidemment, le ministère et les directions des institutions signataires de l'Alliance se défendent d'une telle lecture, arguant seulement d'une mission de coordination de la stratégie et de la programmation scientifique.

Si l'objectif de cette alliance se résumait à une simple coordination, pourquoi structurer cette simple alliance en dix **Instituts Thématiques Multi-Organismes (ITMO)** ? La capacité d'analyse stratégique et de programmation qui est confiée à l'Alliance, sa prise en charge de la gestion des laboratoires, de la valorisation, des infrastructures de recherche, des plates-formes technologiques et de la politique de coopération européenne et internationale, en lieu et place de celle des organismes de recherche, n'aurait pas de sens si l'objectif n'était pas de chapeauter les instituts du CNRS et de l'INSERM. Les instituts des organismes risquent d'échapper au contrôle de la ministre, inventons des instituts pour piloter les instituts ! Les instituts de l'INSERM ne sont-ils pas déjà les ITMO de l'Alliance ?

Pourquoi un tel acharnement politique à détruire ce qui fonctionne bien, les Établissements publics scientifiques et techniques (EPST), pour inventer de nouvelles structures qui n'apporteront rien de plus au fonctionnement de la recherche, des laboratoires et de leurs personnels ? Répétons-le, les missions de l'Alliance (structurer un domaine de recherche, notamment en organisant la prospective scientifique pour élaborer la stratégie et la coordination programmatique nationale) sont déjà celles des EPST.

Une réponse tient au mode de fonctionnement des EPST. Leur organisation, en s'appuyant sur des conseils dans lesquels les scientifiques élisent leurs pairs (Conseils scientifiques, Comité national de la recherche scientifique, Commissions scientifiques spécialisées,...), garantit l'indépendance des acteurs de la recherche. Ceux-ci sont donc incontrôlables par le pouvoir politique ! Dans l'Alliance, point d'élections !

Les « représentants » des scientifiques seront tous désignés par la gouvernance de l'Alliance, aux ordres du ministère ! Avec l'Alliance, ce sont les directions d'organismes elles-mêmes et la CPU qui mettent au point un instrument de pilotage fin de la recherche entre les mains de la ministre. Pensez-vous, Madame la ministre, pouvoir piloter la pensée et l'intelligence ? L'histoire montre que tous ceux qui ont essayé ont échoué ! Depuis les Ecclésiastiques face à la Sorbonne, jusqu'au président Sarkozy face à l'université.

L'Alliance est un danger pour la libre organisation de la recherche par les scientifiques. Nous la combattons comme l'ANR et l'AERES.